

De l'urgence de nous reconnecter à notre humanité Table ronde avec Martine Eloy et André Jacob

Isabelle Kirouac Massicotte

Numéro 824, printemps 2024

Guerre-paix : perspective en clair-obscur

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/104193ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kirouac Massicotte, I. (2024). De l'urgence de nous reconnecter à notre humanité : table ronde avec Martine Eloy et André Jacob. *Relations*, (824), 26–30.

DE L'URGENCE DE NOUS RECONNECTER À NOTRE HUMANITÉ

Table ronde avec :

Martine Eloy, féministe, militante pour les droits humains et co-porte-parole du Collectif Échec à la guerre
André Jacob, membre de l'organisme Artistes pour la paix et professeur retraité de l'UQAM

Fort-es d'une expérience du militantisme pour la paix qui s'étend sur plusieurs décennies, Martine Eloy et André Jacob sont des témoins privilégiés des phénomènes qui font la complexité du continuum guerre-paix. De la difficulté de combattre la propagande guerrière au pouvoir que les citoyen·nes doivent se réapproprier pour que les choses changent, en passant par l'importance de nourrir une véritable culture de la paix, les deux militant·es se penchent sur les écueils de la lutte, mais offrent aussi des pistes de solution qui pointent toutes dans la même direction : la nécessité de nous reconnecter à notre humanité.

Vous êtes engagées pour la paix depuis de nombreuses années. Durant votre parcours de militante, quelles ont été, à votre avis, les plus importantes avancées pour la paix, et les plus importants reculs ?

Martine Eloy : La chute du mur de Berlin en 1989 a été un marqueur de la fin de la Guerre froide, qui durait alors depuis plusieurs décennies : cela aurait pu mener à de nouvelles relations internationales moins conflictuelles. La Russie s'est rapprochée de l'Union européenne et a voulu rejoindre l'OTAN au début des années 2000. Mais ces grands espoirs ne se sont pas concrétisés, et, ces dernières années, une guerre par procuration se joue en Ukraine entre Moscou et Washington, nous plongeant à nouveau dans un climat de guerre froide.

En revanche, les mobilisations du mouvement antinucléaire des décennies 1970 et 1980 en Europe de l'Ouest et aux États-Unis ont constitué une avancée importante, donnant lieu à des manifestations qui ont regroupé jusqu'à trois millions de personnes. Ces mobilisations ont mené éventuellement à l'adoption du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), entré en vigueur en 1988, et à l'élimination de la catégorie d'armes visée par ce traité et qui menaçait particulièrement l'Europe. Le total des arsenaux nucléaires a diminué de façon importante entre 1980 et 2020, passant

de 70 000 ogives à 13 400. En 2000, les États qui sont parties au Traité sur la non-prolifération (TNP) sont arrivés à une entente sur le désarmement nucléaire prévoyant un plan en treize étapes, qui vont toutes dans le sens d'un désarmement irréversible et total. Ces mêmes États se sont entendus, en 2010, sur un plan comportant 64 actions qui s'inscrivent dans le prolongement des treize étapes de 2000.

Une dernière avancée serait l'importante mobilisation internationale contre l'invasion de l'Irak, en 2003. Des manifestations d'une ampleur sans précédent se sont succédé au Québec cette même année, celles qui ont eu lieu à Montréal les 15 février et 15 mars ayant rassemblé 150 000 et 250 000 personnes respectivement. Cela n'a pas empêché la guerre, mais a fait en sorte que le Canada ne participe pas officiellement à la coalition militaire dirigée par les États-Unis ; il y a contribué autrement, notamment avec les frégates canadiennes qui avaient pour rôle de protéger les navires étasuniens d'où partaient les avions de combat, mais aussi avec l'appui de militaires canadiens sur le terrain, comme le général Walt Natynczyk, qui s'est retrouvé second dans la chaîne de commandement des troupes étasuniennes.

Sur les reculs, j'ajouterais qu'en 2002, donc après le 11 septembre, le document *Nuclear Posture Review* (NPR), élaboré par le Bureau du secrétaire à la défense des États-Unis qui



Jean-Marc Nahas, *Rapaces (détails)*, 125 cm x 100 cm, 2007.

établit la politique nucléaire du pays, a rejeté la plupart des treize étapes du désarmement. L'édition plus récente du NPR, publiée en 2018 par l'administration Trump, n'est guère plus réjouissante, avec son ton alarmiste : sous le prétexte que les menaces auxquelles fait face le pays seraient plus nombreuses que jamais, on accorde une plus grande marge de manœuvre au président, qui pourrait passer à l'acte en cas de « nécessité ». Le dernier NPR, publié en 2022, se situe dans la continuité du document de 2018, même si son ton est moins agressif.

Il faut parler enfin des traités « garde-fous » qui visaient à contrôler certains éléments des armes nucléaires, comme le Traité antimissile balistique, qui a pris fin en 2002, après que les États-Unis s'en soient retirés ; le FNI, dont les États-Unis et la Russie se sont retirés en 2019, relançant des programmes de développement de missiles nucléaires de moyenne portée ; puis le traité Ciel ouvert, abandonné par les États-Unis en 2020 et par la Russie en 2021, qui autorisait des vols d'observation non armés sur l'ensemble du territoire des États membres, afin de rétablir la confiance. Les neuf puissances nucléaires¹ se sont aussi lancées dans une modernisation de leurs arsenaux nucléaires pour les rendre encore plus meurtriers. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, depuis l'invasion de l'Ukraine, les dépenses militaires en Europe ont connu leur plus forte augmentation annuelle depuis au moins 30 ans. À titre d'exemple, l'Allemagne a consacré en 2022 une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards d'euros à la modernisation de son armée.

André Jacob : Une source d'espoir est portée par la coalition des pays du Sud, notamment par le mouvement des non-alignés, créé en 1961, et constitué de 120 États signataires se définissant comme n'étant alignés ni avec, ni contre aucune superpuissance. Toutefois, cette alliance est plus étendue que la liste des pays reconnus formellement comme non-alignés. En fait, on pourrait dire qu'elle regroupe tous les pays en dehors de l'hémisphère Nord. La plupart des pays du Sud ont signé différents traités à l'ONU en faveur d'une abolition des armes nucléaires, que l'on pense au TNP en 1968, dont l'objectif est de réduire le risque que ce type d'armes se répande, ou plus récemment au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (2017), que le Canada n'a pas signé. Une pression est ainsi exercée sur les pays disposant des armes nucléaires, dont les États-Unis, qui se sont retrouvés un peu isolés et invités, par la force des choses, à modifier leur approche.

Alors que la fin de la Guerre froide aurait normalement dû mettre un terme à l'existence même de l'OTAN, les pays membres en ont plutôt profité pour développer leur domination politique, militaire et économique. La guerre en Ukraine en est le résultat ; elle ne s'est pas concrétisée le jour où la Russie a décidé d'envahir l'Ukraine, elle se préparait depuis de nombreuses années. La posture de l'OTAN en est une d'arrogance militaire et idéologique ; les pays membres qui emploient cette stratégie de conquête, les États-Unis en tête, n'apprennent pas de leurs erreurs. On hausse les dépenses militaires de façon exponentielle pour renforcer ce gigantesque arsenal de mort. Nous participons à cette logique, même au Canada. Notre gouvernement subit des pressions pour augmenter ses dépenses militaires de la part des États-Unis, qui jouent un rôle central au sein de l'OTAN, de l'industrie militaire et des partis conservateurs, sans que cela ne soit matière à débat. Cette augmentation du budget alloué à la défense est supposément appliquée au nom de la démocratie et de notre liberté ; l'instrumentalisation de ces deux concepts est une stratégie de communication qui maquille le libéralisme économique d'un vernis moral.



On observe un manque de compréhension de la complexité des guerres, auquel participe une certaine manipulation de l'opinion publique par les gouvernements. Quels sont les justificatifs moraux utilisés pour légitimer les guerres ?

A. J. : Le discours sur le droit de se défendre en fait partie. Il s'agit d'un euphémisme utilisé pour que le droit d'attaquer, présenté comme une nécessité pour sauver l'Occident et sa démocratie, devienne plus acceptable. L'utilisation démagogique du discours pro-démocratie est le principal levier de la propagande pour justifier les guerres et défendre notre système libéral capitaliste contre les menaces communistes, terroristes et autoritaires. La première règle de la propagande est d'identifier l'ennemi et de le représenter comme un être méprisable afin de justifier sa destruction. Dans un article de l'Agence France-Presse, qui excelle dans les stratégies de propagande, il était question, avec une description très détaillée, d'un enfant massacré par les « méchants » Russes. L'affaire est traitée comme si c'était Poutine qui, personnellement, avait décidé d'assassiner cet enfant. On vise à aller chercher les émotions dans l'opinion publique et à grossir l'histoire, en sachant que personne n'est en mesure d'en vérifier la véracité. L'opinion publique avalise ainsi le discours pro-démocratie, qui est aussi pro-armes. Tout le discours sur la paix au nom de la démocratie est biaisé.

M. E. : Au moment du déclenchement des interventions militaires en Afghanistan et en Irak, on retrouvait pratiquement tous les jours, à la une des journaux et dans les bulletins de nouvelles, des images misérabilistes de femmes « soumises ». Cela tendait à justifier l'intervention de la Coalition aux yeux de la population. La propagande et l'instrumentalisation des droits sont d'une efficacité redoutable : on fait appel aux émotions des gens lorsqu'on souhaite qu'ils appuient notre gouvernement. En contrepartie, on évite de montrer des images qui rompent avec cette propagande et qui seraient susceptibles de retourner l'opinion publique contre ces guerres. Dans cette logique, on présente très peu d'information permettant aux gens d'analyser les événements. Au lendemain des attaques du 7 octobre 2023, ceux et celles qui ne connaissaient pas l'histoire de la Palestine depuis 1948 ont pu déduire de certains reportages médiatiques qu'il s'agissait de crimes de guerre d'égale ampleur de part et d'autre, et qu'il s'agissait d'une situation d'égal à égal. Le fait qu'il n'y ait pas de véritable compréhension nous amène à construire une vision manichéenne de toutes les situations. On a même assisté à une censure de l'opposition dans la sphère des diffuseurs culturels : le 6 novembre 2023, le Cinéma du Parc, à Montréal, a annulé une soirée de la série de projections « Du fleuve à la mer » en solidarité avec Gaza, qui prévoyait montrer des documentaires de la réalisatrice libanaise Jocelyne Saab. Les motifs invoqués par le cinéma étaient la sécurité et « des malaises suscités par rapport à la teneur politique de l'événement et du contexte actuel ». Ce type de censure bâillonne l'expression de points de vue divers qui pourraient alimenter le débat public et affiner notre perception des enjeux. Dans un entretien² qu'il a accordé à *Mediapart*, Michel Warschawski, journaliste et militant pacifiste israélien, affirme qu'on ne peut pas mettre deux millions de personnes dans une marmite et ne pas penser qu'elle va exploser. Cela ne revient pas à justifier l'explosion, mais bien à attirer l'attention sur les conditions en jeu, afin de mieux comprendre une situation, aussi condamnable soit-elle.



Jean-Marc Nahas, *Rapaces* (détails),
125 cm x 100 cm, 2007.

Qu'est-ce qu'une culture de la paix ? Vous semble-t-il important de l'incarner au quotidien ?

A. J. : Telle que définie par l'UNESCO, la culture de la paix est un ensemble de responsabilités éthiques sur le plan social et politique. Elle exige l'égalité entre les femmes et les hommes, et prône la compréhension, la tolérance et la solidarité comme attitudes à développer dans les pratiques individuelles et collectives. Il s'agit d'un concept très peu connu, même s'il a été introduit en Europe au début du XX^e siècle. Une culture de la paix se développe par l'éducation ; cependant, son intégration dans les cursus scolaires demeure limitée dans la plupart des pays. En 1998, une résolution de l'ONU a confié à l'UNESCO le mandat de développer et de mettre en pratique ce concept. Dans les années 1990, au Québec, un certain nombre d'enseignant-es ont travaillé sur cette question et développé des programmes pédagogiques à cet effet. D'autres organismes se sont aussi penchés sur le sujet, mais ça n'a pas vraiment pris racine ici. Cette réflexion est plus développée dans certains pays d'Europe, mais elle demeure assez fragile. La culture de la paix m'apparaît être très importante pour développer une sensibilité aux questions cruciales qui se cachent derrière les discours biaisés et construits par la propagande. Comme militant et comme citoyen, je suis toujours préoccupé par cette question. Au fil de ma vie, mon engagement pour la paix a signifié chercher l'harmonie, le dialogue et la justice sociale, ce qui est l'essence même de la culture de la paix. Ces préoccupations se traduisent aussi dans mon expression artistique ; je peins, j'écris, je fais de la poésie, je publie des romans, des essais. C'est ma vie, c'est intégré : c'est mon idiosyncrasie. Il faut avoir l'espérance d'apporter une contribution, il faut croire en notre capacité d'agir. Je me dis que si je porte une parole de paix, cela peut provoquer une réaction, un débat.

M. E. : Prenons l'exemple du Québec : nous ne sommes pas en guerre, mais en même temps, peut-on parler d'une situation de paix alors que nous nous trouvons dans un rapport de colonisation avec les Autochtones, qu'une partie de la population subit le racisme systémique, et que d'autres personnes sont victimes d'islamophobie ou d'homophobie ? Ce sont là des formes de violence larvée, présentes dans nos sociétés en raison des rapports de domination et d'ex-

ploitation, mais aussi du colonialisme. La paix est une réalité collective et sociale qui passe par la lutte pour la reconnaissance des droits et libertés et contre les injustices de toutes sortes. Incarner une culture de la paix revient à prendre parti contre ces injustices, c'est un fil conducteur. C'est pour atteindre ces objectifs que j'ai été active dans le mouvement pour le droit des femmes et pour le droit à l'avortement alors que c'était encore illégal, puis que je travaille depuis des années avec la Ligue des droits et libertés, pour lutter contre les injustices et pour le respect des droits de tous et toutes. Il ne peut y avoir de paix dans le monde sans justice !

La culture de la paix est un ensemble de responsabilités éthiques sur le plan social et politique. Elle exige l'égalité entre les femmes et les hommes, et prône la compréhension, la tolérance et la solidarité.

On assiste avec une profonde consternation au génocide du peuple palestinien. Par-delà le sentiment d'impuissance, comment peut-on réfléchir aux conditions d'une paix juste ?

A. J. : Je suis révolté par les discours lâches de nos gouvernements et des partis politiques qui n'osent pas remettre en question les pratiques actuelles, alors qu'on a tellement besoin de positions courageuses pour critiquer et dépasser les stratégies imposées par les grandes puissances. Ces dernières ont opté pour le laisser-faire depuis l'échec des accords d'Oslo de 1993. Auparavant, on prétendait faciliter la convergence d'intérêts entre Israël et la Palestine, alors que Yasser Arafat présidait l'Organisation de libération de la Palestine. Israël a gagné du terrain depuis cette époque, et ce, au sens propre comme au figuré, en poursuivant systématiquement sa stratégie de colonisation dans les territoires palestiniens occupés. Depuis 1993, Gaza et la Cisjordanie constituent « un terrain d'expérimentation pour le complexe militaro-industriel israélien³ », selon l'historien Thomas Vescovi. Son analyse permet de voir une dimension déterminante avalisée par les puissances occidentales : il faut considérer l'État d'Israël pour ce qu'il est : une puissance coloniale qui fait fi des résolutions de l'ONU depuis

sa création, et cela requiert d'exercer une pression qui obligerait les dirigeant·es à considérer les droits des Palestinien·nes en tant qu'enjeu crucial pour la pérennité de leur État. Le grand jeu, mené par les États-Unis, qui contrôlent la situation et qui veulent maintenir ce contrôle, hypothèque notre capacité à sortir d'une indolence et d'une ignorance généralisée de la vraie nature des conflits. Il faut inciter nos partis politiques à agir. Mais ils craignent tous l'électorat : s'ils ne vont pas dans le sens de la pensée dominante, ils risquent de perdre des électeur·ices. Pour parvenir à une paix juste, il faut que des gouvernements, y compris le nôtre, exercent des pressions, dans le cas présent sur le gouvernement d'Israël : nous devons talonner les politicien·nes pour leur faire comprendre qu'ils ont la responsabilité d'être à l'écoute des citoyen·nes qui demandent la fin des violences et des atrocités commises contre les civils.

M. E. : La vraie question est la suivante : comment amener les forces en présence, notamment en Israël, à changer d'approche et à chercher un terrain d'entente dans le respect des droits de chaque partie ? Comment les amener à abandonner leurs aspirations à l'extinction du peuple palestinien ? Il est clair qu'on ne peut pas envisager de les convaincre par des arguments rationnels. Le seul espoir réside dans un revirement de situation qui placerait Israël et son premier ministre Benjamin Netanyahu dans une posture de faiblesse, après la perte des alliés arabes qui ont signé les accords d'Abraham, et les changements géopolitiques qui en découleraient dans la région. On peut espérer que l'opinion publique internationale contribue à faire basculer les choses pour qu'advienne une entente et une situation de paix durable dans le respect des droits. ■

Propos recueillis par Isabelle Kirouac Massicotte

1 — Les neuf puissances nucléaires sont les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni, Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord.

2 — Rachida El Azzouzi, « Michel Warschawski : "Nous avons dépassé les crimes de guerre à Gaza" », *Mediapart*, 28 octobre 2023 [en ligne].

3 — T. Vescovi, « L'échec de la solution à deux États », *Le Monde diplomatique*, novembre 2023 [en ligne].

RAVIVER LE MOUVEMENT ANTIQUERRE QUÉBÉCOIS

Martin Forgues

L'auteur est militant et journaliste indépendant

L'horreur de la campagne israélienne de nettoyage ethnique à Gaza et l'enlèvement de la guerre en Ukraine ramènent à l'avant-scène la nécessité d'un mouvement antiguerre québécois fort et porteur. Alors que font rage de nombreux conflits dans le monde, armés ou non, dont certains pourraient même embraser la planète entière, le mouvement antiguerre québécois, dénué de momentum, se cherche. Hormis les manifestations contre l'apartheid israélien en 2014 et à l'automne 2023, les rassemblements des dernières années pour dénoncer la guerre et le militarisme n'ont attiré, au mieux, que quelques dizaines de personnes.

On soulignait pourtant en 2023 les vingt ans du Collectif Échec à la Guerre, qui a connu son apogée dès ses débuts avec la manifestation historique du 15 février 2003 à Montréal, lors de laquelle 150 000 personnes sont descendues dans les rues pour dire non à la participation du Canada à l'invasion illégale de l'Irak. Une foule gigantesque, dont le record ne fut battu ensuite qu'à l'occasion des manifestations monstres du Printemps érable, en 2012, et lors de la manifestation pour le climat en présence de Greta Thunberg, en 2019.

Un état des lieux s'impose aujourd'hui afin de mieux comprendre les pistes de solution envisageables pour fonder un discours et une pratique qui soient assez solides pour contrer une propagande guerrière toujours plus efficace. Car il est difficile, au vu des circonstances actuelles, de faire campagne contre l'impérialisme occidental.

Une des principales vulnérabilités du mouvement antiguerre québécois est son manque d'unité, qui l'empêche d'atteindre une masse critique suffisante pour influencer directement l'opinion publique. Le Collectif Échec à la guerre demeure le mouvement le plus important au Québec, regroupant plusieurs organismes dont des syndicats, des associations étudiantes, des organismes communautaires et des OSBL (dont le Centre justice et foi), en plus d'être le dépositaire du volet québécois de la Campagne du coquelicot blanc.

Une telle pluralité possède malheureusement les défauts de ses qualités, car elle ouvre la porte à d'inévitables divergences idéo-